

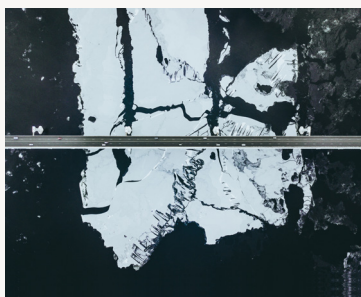


RAPPORT D'ACTIVITÉS

17-18

IDDRI

Copyright © 2018 IDDRI



Copyright © Adobe Stock. Aerial top down view of the bridge over the river with ice during winter.

RAPPORT D'ACTIVITÉS

17-18

4. Édito de Teresa Ribera, ancienne directrice de l'Iddri
5. Édito de Simon Maxwell, président du European Think Tanks Group

7 RÉALISATIONS CLÉS

8. Sortie du charbon et transition juste
10. Déforestation importée
12. Politiques de coopération
14. Décarbonation du secteur des transports
16. Numérique et environnement
18. Objectifs de développement durable
20. Négociations internationales sur la haute mer

23 PROGRAMMES ET INITIATIVES

24. Introduction aux programmes de l'Iddri
26. Programme Climat
27. Programme Océan
28. Programme Biodiversité
29. Programme Gouvernance
30. Initiatives de l'Iddri

35 ORGANISATION, PARTENAIRES ET BUDGET

36. Organes de gouvernance
38. Équipe
40. Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise
42. Partenaires financiers
44. Budget 2017
45. Chiffres clés



L'UE, première puissance économique mondiale, a la légitimité de peser sur la scène internationale et de proposer un nouveau projet de mondialisation.

ÉDITO

Le projet européen au cœur des travaux de l'Iddri

*Teresa Ribera, ancienne directrice de l'Iddri **

Face au rejet du modèle de mondialisation à l'œuvre depuis les années 1990, protectionnisme et repli identitaire et économique s'opposent chaque année un peu plus aux principes de coopération internationale ayant jusque-là prévalu.

Dans le même temps, ce mouvement s'accompagne de catastrophes environnementales majeures : partout, l'érosion de la biodiversité se poursuit à un rythme souvent plus rapide qu'escompté, et de nombreuses régions dans le monde ont subi de plein fouet les impacts du changement climatique.

Dans ce contexte fait d'intenses turbulences et de fortes résistances, comment préparer et se saisir des grandes échéances de l'agenda international du développement durable (ouverture des négociations sur la haute mer en 2018, bilan des objectifs d'Aichi sur la biodiversité et soumission de nouvelles contributions à l'action climatique en 2020) ?

L'Union européenne, première puissance économique mondiale, mère des droits de l'Homme et de l'État providence, a – encore – la légitimité de peser en ce sens sur la scène internationale et de proposer un nouveau projet de mondialisation, permettant la réduction des inégalités et la prise en compte des limites planétaires. Il faut saisir cette opportunité. Le calendrier s'y prête, avec l'ouverture des discussions sur le futur de l'Europe qui trouveront leur traduction politique avec l'élection du Parlement européen puis la nomination de la nouvelle Commission mi-2019.

La contribution à la formulation et à la mise en débat de ce « projet européen », articulé autour des conditions d'une mondialisation plus durable et d'une prospérité mieux partagée, pour ses citoyens et pour le monde, est au cœur des travaux de l'Iddri.

** Directrice de l'Iddri depuis 2014, Teresa Ribera a été nommée ministre pour la Transition écologique le 6 juin 2018 par Pedro Sanchez, président du Conseil des ministres d'Espagne.*

ÉDITO

Les alliances comme mode d'action des *think tanks*

Simon Maxwell, président du European Think Tanks Group *

En 2018, le plus grand défi des *think tanks* internationaux est de présenter des arguments convaincants en faveur d'une action collective progressiste et tournée vers l'avenir. Progressiste, car il est nécessaire de trouver une voie entre néolibéralisme et populisme, qui respecte les principes des objectifs de développement durable. Tournée vers l'avenir, car l'économie mondiale sera remodelée dans les années qui viennent par les évolutions techniques, l'action climatique et les tentatives de rééquilibrage de la mondialisation. Et l'accent doit être mis sur l'action collective, car les problèmes comme les solutions ont des dimensions transfrontalières. Le programme de travail de l'Iddri et ses réalisations considérables reflètent exactement ces priorités.

Pour présenter des arguments convaincants, les *think tanks* comme l'Iddri doivent faire émerger des idées et des orientations politiques, mais aussi s'engager avec les décideurs politiques et les militants sociaux : le changement se produit lorsque les dirigeants, les mouvements politiques et les idées fortes s'alignent. Cela ne veut pas dire que les *think tanks* sacrifient leur indépendance, mais plutôt qu'ils s'appuient sur la recherche pour construire des récits utiles sur le monde ; et les rendent disponibles dans le meilleur format, aux bonnes personnes et au bon moment.

Lorsque les enjeux sont transfrontaliers et concernent la fourniture de biens publics mondiaux, les *think tanks* sont plus efficaces lorsqu'ils ne travaillent pas seuls. L'Iddri entretient plusieurs partenariats orientés vers l'action, notamment avec le European Think Tanks Group (ETTG). Notre intention n'est pas ici d'en supplanter les membres, aujourd'hui présents dans cinq pays de l'Union européenne, mais plutôt d'encourager la convergence des orientations préconisées et d'en amplifier l'impact. À cette fin, nous publions et diffusons des travaux de recherche, mais encourageons également un dialogue avec les responsables politiques européens et les acteurs du changement. Empruntant le jargon des compagnies aériennes, nous appelons cela le « partage de code politique ».

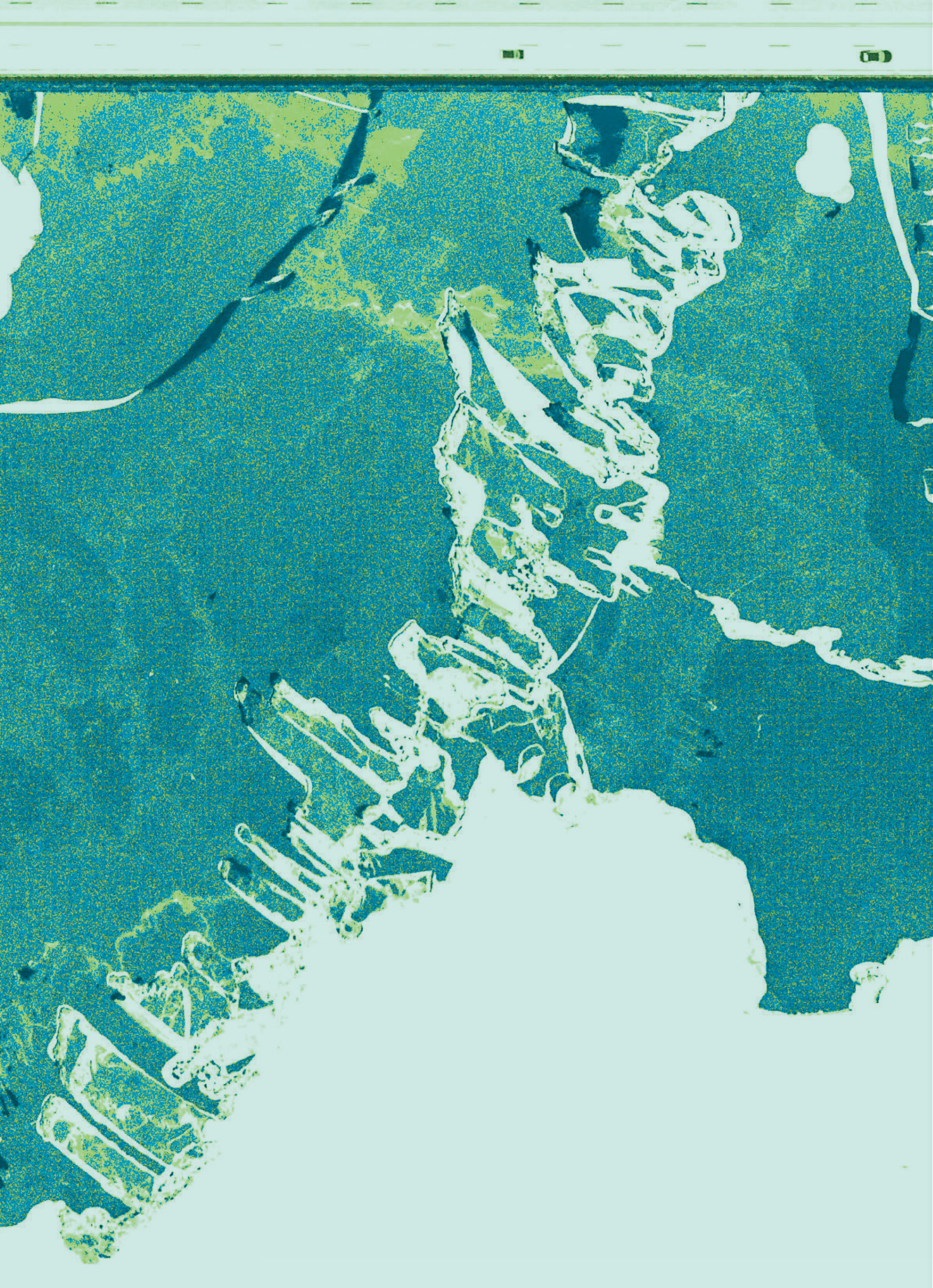
L'UE doit prendre des décisions importantes au moment où elle négocie le cadre financier pluriannuel jusque 2027 et se prépare à un nouveau *leadership* en 2019, via les élections au Parlement européen et la nomination d'une nouvelle Commission. Le Brexit, s'il a lieu, ne sera pas le seul bouleversement. Une vision mondiale est indispensable pour rappeler à l'UE que ses mesures internes ont des répercussions extérieures, et que son propre bien-être est étroitement lié à sa capacité à imposer son influence dans le monde en matière de paix, de prospérité et de durabilité.



L'Iddri entretient plusieurs partenariats orientés vers l'action, notamment avec l'ETTG. Notre intention est d'encourager la convergence des orientations préconisées et d'en amplifier l'impact.



* Simon Maxwell est membre du Conseil d'orientation de l'Iddri et a notamment dirigé l'Overseas Development Institute (ODI) de 1997 à 2009.



Réalisations clés

L'action de l'Iddri vise à dépasser les risques et obstacles qui émergent sur la route de la transition vers le développement durable et à ouvrir de nouvelles opportunités pour accélérer celle-ci. En 2017, ceci s'est incarné dans plusieurs réalisations, dont nous présentons ici une sélection des plus marquantes.

Sortie du charbon et transition juste

L'Iddri co-pilote un réseau international pour accélérer la transition des économies dépendantes du charbon



Oliver Sartor (Iddri) lors d'un évènement à Dhanbad (Inde), décembre 2017

Réalisations clés

Malgré un mouvement international important en faveur de la sortie du charbon, les pays fortement dépendants du charbon, disposant d'importantes réserves et/ou ayant fondé leur système énergétique de manière centrale sur cette ressource, sont encore loin de lui tourner le dos. Les questions en jeu sont complexes, liées à des préoccupations à la fois économiques, sociales, fiscales et de sécurité énergétique.

C'est pour apporter des éléments de réponse à ces questions que l'Iddri, en partenariat avec Climate Strategies, a lancé le projet « Transitions charbon : recherche et dialogue sur l'avenir du charbon ». Il réunit des instituts de recherche en politique énergétique de six grandes économies qui dépendent du charbon – Chine, Inde, Afrique du Sud, Australie, Allemagne et Pologne. Son objectif central est l'étude, par chacune de ces équipes, de trajectoires réalistes pour réduire la part du charbon dans leurs systèmes énergétiques nationaux, en accord avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Accord de Paris.

Les équipes cherchent à cadrer le débat politique de manière constructive dans

leurs pays respectifs, non pas sur la question de savoir si la transition hors du charbon doit se faire ou pas, mais sur la manière d'y parvenir.

Afin de renforcer ces débats, le consortium se réunit dans chaque pays pour traiter d'enjeux prégnants dans chacun d'entre eux. En Pologne, les équipes ont notamment travaillé sur les leçons des transitions industrielles passées, en Inde des entreprises innovantes de l'énergie, en Australie du cas de la centrale de Hazelwood.

Ces événements sont également l'occasion d'associer un groupe de parties prenantes variées. Un comité consultatif permanent accompagne le projet, composé de représentants de l'industrie (MAC Consulting, Engie, EDF), de syndicats (Just Transition Centre), d'institutions multilatérales (World Bank, CCC Alliance) et de gouvernements (Inde, Chine). D'autres parties prenantes ont également été réunies pour un panorama d'ensemble : World Coal Association, Agence internationale de l'énergie (AIE), BNP Paribas, Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), Agora Energiewende.



La couverture médiatique acquise grâce à ce mode de travail collaboratif a offert au consortium une importante reconnaissance à l'échelle internationale. Les études de cas historiques du projet ont servi à l'élaboration par la Commission européenne de l'initiative de l'UE en faveur des régions charbonnières en transition. Des experts réunis et soutenus par le projet ont rédigé un chapitre sur la question du charbon dans le Gap Report 2017 du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Certains résultats du projet ont également été utilisés en Australie par des universitaires et par les grands médias pour participer à une campagne ayant abouti au blocage du développement de la mine de charbon Carmichael dans l'État du Queensland.



MÉDIAS

- **12/2017.** [How can China pull off a soft landing for coal?](#) Oliver Sartor dans *Chinadialogue.Ne* (Chine)
- **12/2017.** [Climate Change, its impact on coal sector discussed threadbare.](#) *The Times of India* (Inde)
- **11/2017.** [China's coal glut threatens to create \\$90bn in 'stranded assets', side event CCNUCC, The Financial Times](#) (international)
- **06/2017.** [Coal: What does the structural change of the past teach?](#) *Tagesspiegel - Energie & Klima* (Allemagne)
- **06/2017.** [End of coal: Failure to see it coming will hurt miners most.](#) Oliver Sartor dans *Climate Home* (international)
- **06/2017.** [Mining reforms are fraught with errors, including historical ones](#) *Gazeta Prawna* (Pologne)
- **06/2017.** [Aux États-Unis, la guerre du charbon fait rage.](#) *Le Monde* (France)



PUBLICATIONS

- **12/2017.** [Spencer, T. et al. The 1.5°C target and coal sector transition: at the limits of societal feasibility.](#) *Climate Policy Special Report*.
- **11/2017.** [Spencer, T., Berghmans, N., Sartor, O. Coal transitions in China's power sector: A plant-level assessment of stranded assets and retirement pathways.](#) Iddri, *Étude n°12*.
- **06/2017.** [Caldecott, B., Sartor, O., Spencer, T. Sortir du charbon : leçons d'expériences de transition - Résumé pour décideurs.](#) *Climate Strategies & Iddri, Rapport*.

Déforestation importée

Biodiversité et commerce : l'Iddri contribue à la stratégie française sur la déforestation importée



Yann Laurans (Iddri), accompagnant la délégation française en déplacement en Malaisie afin d'étudier des questions liées à l'huile de palme, janvier 2018.

Réalisations clés

La déforestation tropicale est due en premier lieu à la production de commodités agricoles, comme la viande, le soja, l'huile de palme, le maïs, etc. Or, plus d'un tiers des productions incriminées est destiné à l'exportation. Ainsi, les pays développés, comme la France et les pays européens, « importent de la déforestation ».

Ce problème est sur l'agenda politique européen depuis une dizaine d'années. Pour faire émerger des mesures politiques concrètes de ce débat, l'Iddri a investi dès 2016 en lançant une initiative sur l'analyse des rapports économiques et sociaux à l'intérieur des chaînes de valeur mondialisées, en relation avec leur impact sur la biodiversité locale. Ces travaux ont été menés en impliquant les acteurs clés du secteur. Par exemple, sur l'huile de palme, l'Iddri a étroitement collaboré avec l'Alliance française pour l'huile de palme durable.

Ainsi, lorsqu'en juillet 2017, Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, annonce l'engagement N°15 du plan climat de la France qui consiste à « mettre fin à l'importation de produits contribuant à la déforestation », l'Iddri était

prêt à apporter des réponses constructives à ce problème.

Avec les professionnels de l'alimentaire, l'Iddri a montré que les démarches privées garantissant des productions respectueuses de l'environnement devraient être renforcées et s'appuyer sur une méthodologie éprouvée de délimitation des écosystèmes à préserver. Ce diagnostic a permis d'appuyer et de documenter les positions des acteurs français sollicités pour la rénovation du principal certificat d'huile de palme durable, la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO), dont on attend une révision des clauses à l'été 2018.

En s'appuyant également sur les travaux d'autres chercheurs, notamment du Cirad, l'Iddri a mis l'accent sur l'importance de distinguer les types de producteurs dans les actions prises. Il s'agit de favoriser les modes de production qui sont à la fois rémunérateurs pour les agriculteurs du Sud et respectueux de l'intégrité des forêts tropicales, ce qui apparaît possible dans certains cas, et qui doit constituer un axe prioritaire de coopération entre les pays européens et les pays producteurs.

03/2017 POLICY BRIEF
sur l'huile de palme durable

10/2017 ÉTUDE
sur la durabilité de la filière huile de palme



11/2017 ISSUE BRIEF
sur la déforestation importée



23/03/2017
Paris (France)

LES POLITIQUES ET ENGAGEMENTS ZÉRO DÉFORESTATION

Intervention Pierre-Marie Aubert (Iddri) dans le cadre du Groupe national sur les forêts tropicales. Session en présence de Barbara Pompili, secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, et présidée par l'ambassadeur délégué à l'Environnement, Xavier Sticker.

29/05/2017
Bruxelles (Belgique)

RÉUNION DE L'INDUSTRIE EUROPÉENNE SUR L'HUILE DE PALME

Présentation auprès de l'Alliance européenne pour l'huile de palme par Pierre-Marie Aubert d'une revue réalisée par l'Iddri des processus de certification existants pour une huile de palme durable.

16/11/2017
Paris (France)

RÉDUIRE LA DÉFORESTATION IMPORTÉE

Conférence avec Daniel Calleja y Crespo, directeur général pour l'Environnement de la Commission européenne, et Laurence Moyon-Smith, commissaire générale et déléguée interministérielle au Développement durable.

Dans cette perspective, l'Iddri a contribué aux propositions d'actions de la future stratégie française de lutte contre la déforestation importée, en rédigeant avec les acteurs gouvernementaux certaines parties des documents d'orientation qui forment aujourd'hui la base des concertations nationales sur le sujet, et en participant comme observateur à une mission diplomatique de la France auprès des pays producteurs d'huile de palme d'Asie du Sud-Est.

L'Iddri a, de même, organisé un moment de dialogue entre le directeur général pour l'Environnement de la Commission européenne, la commissaire générale au Développement durable du gouvernement français et d'autres acteurs, lors d'une conférence en novembre 2017.



PUBLICATIONS

- 11/2017. Laurans, Y., Aubert, P-M., Amiel, F. Agir contre la déforestation tropicale « importée » dans l'Union européenne : une ligne de crête délicate. Iddri, *Issue Brief* n°08.
- 10/2017. Aubert, P-M., Chakib, A., Laurans, Y. Mise en œuvre et efficacité des initiatives pour la durabilité de la filière huile de palme - Une méta-analyse. Iddri, *Étude* n°11.
- 03/2017. Aubert, P-M., Chakib, A., Laurans, Y. Vers une huile de palme (plus) durable : quel rôle pour les pays importateurs ? Iddri, *Policy brief* n°04.



Politiques de coopération

Développement et sécurité : l'Iddri contribue à la stratégie française de coopération internationale



Teresa Ribera lors de la conférence « Développement, climat, sécurité : enjeux d'une nouvelle politique de coopération », janvier 2018.

Réalisations clés

Le développement socio-économique et une gestion durable de l'environnement sont des préalables à la paix. Dans ce contexte, il faut renouveler les politiques de coopération, en intégrant davantage les enjeux combinés de développement, de durabilité sociale et environnementale et de sécurité.

L'Iddri a concentré son attention en 2017 sur la justification de l'aide au développement (APD) – les nouveaux discours de l'APD – et sur l'ambition française en la matière – les trajectoires budgétaires compatibles avec les engagements français. Comme tous les pays de l'UE, la France s'est engagée en 2015 à porter progressivement son APD à 0,7 % de son revenu national brut, contre un peu plus de la moitié actuellement. Le président Macron a pris l'engagement, pendant la campagne électorale, puis après son élection, d'atteindre un objectif intermédiaire de 0,55 % en 2022, au terme de son mandat.

Conjointement avec l'ONG Global Health Advocates (Action Santé Mondiale), l'Iddri a produit plusieurs notes décrivant les modalités possibles de financement de l'APD française dans cette perspective. Diffusées

dans nos réseaux, auprès de parlementaires, chercheurs, dans les cabinets, ces notes ont eu un retentissement indéniable.

Elles ont contribué à remettre l'APD dans le discours présidentiel, à préciser le calendrier des engagements à l'automne et ont été l'élément déclencheur d'auditions au Sénat et à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, l'Iddri a confirmé sa place comme interlocuteur des opérateurs français de l'APD et est désormais membre du Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI).

L'Iddri s'est également attaché à mettre en débat les différentes composantes des politiques de coopération, dans le cadre de l'Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale (IDGM), menée avec la Ferdi depuis dix ans.

Pendant le débat des élections présidentielles françaises, l'IDGM a réuni à Sciences Po les représentants des 5 principaux candidats sur le thème « Relations internationales et coopération pour le développement : défis et priorités pour la France ».

Quelques mois plus tard, Teresa Ribera est intervenue sur le thème du développement



05/04/2017
Paris (France)

05/10/2017
Paris (France)

11/12/2017
Paris (France)

15/01/2018
Paris (France)

30/01/2018
Paris (France)

**LA FRANCE PEUT-ELLE
CONSACRER 0,7% DE RICHESSE
NATIONALE À L'APD ?**

Julie Vaillé (Iddri) intervient lors d'un débat à l'Assemblée nationale.

**SIDE EVENT « RECHERCHE ET
INNOVATION : COOPÉRER
POUR MOBILISER LES
FINANCEMENTS » LORS DU
ONE PLANET SUMMIT**

Teresa Ribera remet à Frederique Vidal la déclaration Research For Climate issue des travaux du séminaire.

**CONFÉRENCE « DÉVELOPPEMENT,
CLIMAT, SÉCURITÉ : ENJEUX
D'UNE NOUVELLE POLITIQUE DE
COOPÉRATION »**

Emmanuel Puisais-Jauvin, MEAE ; Youba Sokona, GIEC ; Pascal Delisle, conseiller UE ; Gaël Giraud, AFD ; Rabah Arezki, Banque mondiale.

**RELATIONS INTERNATIONALES ET COOPÉRATION
POUR LE DÉVELOPPEMENT : DÉFIS ET PRIORITÉS
POUR LA FRANCE**

Conférence Iddri-IRIS-Ferdi lors de la campagne présidentielle.

**ATELIER « LE PROCHAIN CADRE FINANCIER
PLURIANNUEL DE L'UNION EUROPÉENNE - QUELLES
OPTIONS POUR LA COOPÉRATION
AU DÉVELOPPEMENT ? »**

Atelier European Think Tanks Group (ETTGT).

durable lors du Séminaire des officiers généraux des forces terrestres, organisé par le commandement des Forces terrestres du ministère des Armées.

Pendant le One Planet Summit de décembre 2017, sur invitation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, l'Iddri a organisé avec le soutien de la Ferdi, du Cirad et de l'IRD, un atelier de haut niveau sur le rôle de la recherche et de l'innovation dans la mobilisation de financements pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Quelques jours avant le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), l'IDGM a organisé une pleine journée de conférence au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères réunissant experts et praticiens des politiques de coopération sur le thème « Développement, climat, sécurité : enjeux liés d'une nouvelle politique de coopération ».

Enfin, l'ancrage européen de l'Iddri, membre du European Think Tank Group (ETTGT), a par ailleurs permis à nos travaux de trouver un retentissement européen, à un moment clé de négociation sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027, les conséquences du Brexit pour la coopération européenne et les suites de l'Accord de Cotonou arrivant à échéance en 2020.



PUBLICATIONS

- **12/2017.** Voituriez, T., Ribera, T. Atténuation, adaptation, développement : les trois objectifs indissociables de la finance climat. Iddri, billet de blog.
- **05/2017.** Vaillé, J., Rivalan, B., Baudot, C., Millot, S. La France peut-elle tenir son engagement de consacrer 0,7 % de la richesse nationale à l'aide au développement ? Iddri, *Étude* n°10.
- **04/2017.** Voituriez, T., Vaillé, J. À quoi sert l'aide publique au développement ? Objectifs des principaux bailleurs et implications pour la France. Iddri, *Working paper* n°01.

Transports

L'Iddri facilite le dialogue sur les stratégies de décarbonation des transports



Yann Briand (Iddri) présente le DDPP-T lors d'un *side event* sur le Pavillon japonais à la COP23 (Bonn).

Réalisations clés

Les transports sont responsables d'un quart des émissions de CO₂ liées à l'énergie. Construisant sur l'expertise pionnière du *Deep Decarbonization Pathways Project* (DDPP), l'Iddri et ses partenaires ont développé un projet (DDPP-Transport) et un outil spécifiques au secteur des transports pour permettre aux acteurs publics et privés de dialoguer autour de scénarios de développement bas carbone à l'échelle nationale.

La première étape a été réalisée par les quatre équipes du réseau DDPP en France, au Japon, au Mexique et au Royaume-Uni. S'appuyant sur l'identification des déterminants de la transformation de la mobilité et de leurs impacts, la méthodologie qu'ils ont développée permet de représenter l'évolution du secteur à 2050 à travers 27 indicateurs clés, communs à tous les pays.

Tous les scénarios ainsi développés, pays par pays, atteignent de profondes réductions d'émissions par habitant, comprises entre 50 % et 80 %, pour atteindre une fourchette de 0.1-0.5 tCO₂ par habitant en 2050, en baisse par rapport à 0.9-1.7 tCO₂ en 2010.

Ces travaux ont été présentés par chaque équipe dans son pays lors de rencontres

ciblées, de conférences ou au cours des processus nationaux liés à l'élaboration de stratégies transport bas carbone. En France, par exemple, nous avons présenté nos travaux aux ministères et organismes publics concernés, et nous avons participé aux consultations nationales des « Assises de la mobilité » et des ateliers de révision de la « Stratégie nationale bas-carbone [SNBC]-Transport ».

Au-delà des débats domestiques, ces travaux sont également utiles pour alimenter le Dialogue de Talanoa, mené dans le cadre des négociations climatiques internationales en prévision de la révision des contributions nationales d'ici à 2020. Comme souligné par Michel Colombier (directeur scientifique de l'Iddri) à l'occasion d'une présentation à la Commission européenne :

« Au-delà d'une simple révision de leurs objectifs, les pays devraient identifier la nature des transformations sectorielles permettant de plus réduire leurs émissions. »

Une contribution nationale fondée sur l'explicitation des transformations sectorielles et des politiques en place ou prévues à cet

03/2017 ÉTUDE
sur les véhicules électriques en France

France,
United Kingdom,
Mexico,
Japan

11/2017 ISSUE BRIEF
sur la décarbonation du secteur des transports



CAS D'ÉTUDES PAYS

11/2017

Bonn (Allemagne)
SIDES EVENTS COP23 :
LIENS ENTRE NDCs ET ODD :
SYNERGIES ET COMPROMIS
JOURNÉE THÉMATIQUE
DÉDIÉE AUX TRANSPORTS



16/11/2017

Bruxelles (Belgique)
ATEINDRE L'OBJECTIF DE L'ACCORD
DE PARIS : COMMENT AUGMENTER
L'AMBITION COLLECTIVE ET FAVORISER
LA MISE EN ŒUVRE DANS LES PAYS ?
Conférence finale de présentation des réalisations du projet MILES, sur la réduction des émissions sectorielles, avec Michel Colombier.



30/05/2018

Montréal (Canada)
CONFÉRENCE
MOVIN'ON
Yann Briand lors de la conférence Movin'On, avec Florent Menegaux, directeur général exécutif du groupe Michelin.

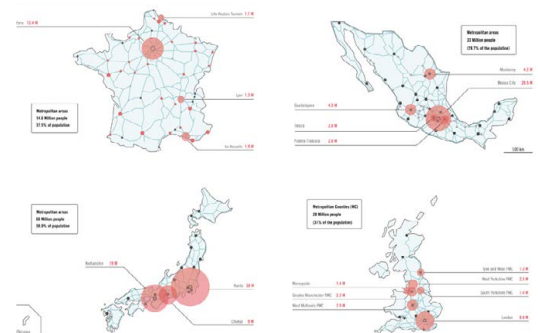
effet, est clairement une contribution plus crédible qu'un simple objectif global de réduction d'émissions.

De façon à irriguer le débat international, au-delà des quatre premiers pays étudiés, l'Iddri a participé à plusieurs événements d'envergure : l'International Transport Forum à Leipzig en mai 2017, Movin'On à Montréal en juin, et la COP23 à Bonn en novembre.

À cette échelle, l'Iddri a veillé à renforcer un message unique et clair en associant le DDPP-T aux autres grandes initiatives complémentaires pour le transport : Paris Process on Mobility and Climate (PPMC), Forum international des transports de l'OCDE (ITF), Science Based Targets Initiative (SBT). Les quatre initiatives ont ainsi présenté, de manière commune, leurs initiatives à l'occasion des "Transport Days" de la COP23, et continuent en ce sens en 2018.



4 PAYS ÉTUDIÉS



PUBLICATIONS

- 11/2017. DDPP-T Consortium. Beyond emission targets: how to decarbonize the passenger transport sector? Results from the Deep Decarbonization Pathways Project for Transport (DDPP-T). Iddri, *Issue brief* n°07.
- 06/2017. Études de cas : France, Royaume-Uni, Mexique, Japon
- 03/2017. Sartor, O. Spencer, T., Fryatt, O. Véhicules électriques en France : un plan de financement à 15 ans pour un déploiement massif. Iddri, *Étude* n°08.

Numérique et environnement : l'Iddri porte la convergence des deux transitions à l'agenda politique



Damien Demailly (Iddri) et les partenaires de l'Iddri remettent le Livre Blanc « Numérique et Environnement » à **Brune Poirson**, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, et **Mounir Mahjoubi**, secrétaire d'État en charge du Numérique, mars 2018.

Réalisations clés

La transition écologique est un horizon incontournable, un objectif à atteindre, mais qui peine à se réaliser. La transition numérique, pour sa part, est l'une des grandes forces transformatrices de notre société, mais elle ne poursuit pas un but fixé collectivement. Comment, dès aujourd'hui, mettre ce potentiel de transformation au service de la transition écologique ? Quelles pistes d'action peut-on proposer aux acteurs publics pour faire de la transition numérique un accélérateur de la transition écologique ?

Dès 2015, le constat de l'Iddri est qu'il n'y a pas encore d'agenda politique sur ce sujet pourtant majeur. Ces deux communautés, ces deux façons d'aborder l'avenir de notre société et de penser les politiques publiques n'interagissent pas.

L'Iddri prend alors les devants et explore les conditions de convergence des deux transitions en travaillant sur de nombreuses nouvelles activités de l'économie numérique : économie collaborative, financement participatif, nouveaux services de mobilité, ville intelligente, etc. Au fil des projets, allié à la Fondation Internet Nouvelle Génération (FING), l'Iddri réunit une trentaine de partenaires – académiques

(ex : ESCP, Université Paris Dauphine), acteurs du numérique (ex : OuiShare, Uber), entreprises (ex : MAIF, Vinci), collectivités locales (ex : Région Île-de-France, Mairie de Paris), acteurs publics (ex : ADEME, PUCA) –, créant ainsi l'amorce d'un écosystème pour aller dans le sens de la convergence des deux transitions.

L'ensemble de ces travaux a permis de dégager des lignes fortes et de proposer des recommandations auprès des pouvoirs publics. L'Iddri a donc réuni la Fondation Internet Nouvelle Génération, le WWF, Green IT et le Conseil national du numérique et a piloté un travail commun, pour réaliser un Livre blanc « Numérique et Environnement », synthétisant un ensemble de diagnostics et de 26 propositions concrètes pour les pouvoirs publics.

Ce livre blanc a été remis en mars 2018 à Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, et Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Numérique.

Les secrétaires d'État ont salué cette initiative qui va leur permettre de renforcer le travail entamé entre eux sur ces sujets, et ont également pris l'engagement que



2015-2016

PROJET PICO

Économie collaborative et développement durable.



2016 - 2017

PROJETS CROWDSOURCING & CROWDFUNDING



2017 - 2018

Paris (France)

PROJET AUDACITIES

Mathieu Saujot (Iddri) présente le projet Audacities, « Gouverner et innover dans la ville numérique réelle ».



2018

Paris (France)

LANCEMENT DU LIVRE BLANC NUMÉRIQUE ET ENVIRONNEMENT

avec la participation de Brune Poirson et Mounir Mahjoubi.

certaines de ces propositions se retrouvent dans des décisions de leurs ministères dans les prochains mois (feuille de route économie circulaire, décrets d'application de la loi « Pour une République numérique », chantier de numérisation de l'État).

Un agenda de convergence des transitions numérique et écologique s'ouvre donc. La remise de ce Livre blanc n'est qu'un début, et d'autres actions seront organisées en 2018 afin de renforcer le mouvement engagé.



Champs investis



MÉDIAS

- 09/2017. Accompagner l'essor des véhicules autonomes. Ribera, T., et Missika, J-L, in *Les Echos*
- 04/2017. Pour un nouveau contrat social urbain. Saujot, M. et T. de Feraudy, T. Marcou et M. Albarede, in *Les Echos*



PUBLICATIONS

- 03/2018. Livre Blanc Numérique et Environnement - Faire de la transition numérique un accélérateur de la transition écologique. Iddri, Fing, WWF, GreetIT, avec la contribution du Conseil national du numérique (CNUM).
- 06/2017. Criqui, L. Promesses et réalités des usages du numérique dans les villes en développement. Iddri, *Issue brief* n°6.
- 05/2017. Brimont, L. Les usages du crowdfunding par les collectivités locales en France. Iddri, *Étude* n°9.
- 02/2017. de Feraudy, T., Saujot, M. Une ville plus contributive et durable : crowdsourcing urbain et participation citoyenne numérique. Iddri, *Étude* n°4.

Objectifs de développement durable

Agenda 2030 : l'Iddri mobilise les acteurs et la France se saisit des ODD



Damien Demailly et **Elisabeth Hege** (Iddri) animent l'atelier « Mise en œuvre des ODD en Europe et par l'Europe : le rôle des ONG dans le nouveau partenariat », septembre 2017.

Réalisations clés

Les Objectifs de développement durable, adoptés en septembre 2015 par l'ensemble des États à l'ONU, sont dix-sept grands objectifs à atteindre d'ici 2030, dans des domaines aussi variés que la lutte contre la pauvreté, l'éducation, la santé, la protection du patrimoine naturel ou la coopération internationale. Ils ne font pas que définir une vision du monde dans lequel nous voudrions vivre : les ODD sont aussi des leviers d'action dont tous les acteurs – gouvernements, entreprises, société civile, collectivités locales, bailleurs – peuvent se saisir. C'est un outil de pilotage de l'action publique, de réflexion sur les modèles économiques des entreprises, de plaidoyer pour les associations, de mobilisation de tous. Encore faut-il que tous ces acteurs connaissent et s'approprient les ODD.

Depuis 2016, l'Iddri s'est mobilisé pour faire connaître les ODD et leurs opportunités, aux décideurs publics d'abord mais aussi aux entreprises et à la société civile, en France et en Europe, par l'intermédiaire de plusieurs publications et conférences. L'équipe de l'Iddri a également participé à de nombreux événements, notamment au Sénat et à l'Assemblée nationale, et est

désormais un acteur reconnu des ODD en France. Elle a fait partie de la délégation française au Forum politique de haut niveau des Nations unies qui s'est tenu en juillet à New York pour faire le point sur la mise en œuvre des ODD à travers le monde.

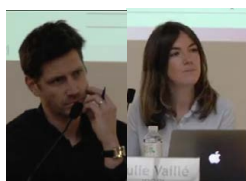
L'Iddri a par ailleurs travaillé avec l'IEEP et l'alliance multi-acteurs Europe Ambition 2030 pour faire connaître les ODD au niveau européen, notamment à l'occasion d'une conférence de haut niveau organisée à Rome pour le 60^e anniversaire de l'Union européenne.

Toutes ces activités ont contribué à l'émergence d'un agenda français et européen sur les ODD. En France, le gouvernement s'est officiellement lancé dans l'élaboration d'une feuille de route sur les ODD, dont les grandes lignes déjà annoncées reprennent plusieurs idées portées par l'Iddri : l'utilisation des ODD dans l'élaboration du budget national, dans les études d'impact des lois, ou encore la nécessité d'assurer un portage politique de haut niveau de la future feuille de route.

L'UE aussi commence à avancer sur ce sujet : un papier de réflexion de la Commission européenne sur les ODD est désormais

03/2017 POLICY BRIEF
sur l'évaluation des ODD pour la France

10/2017 POLICY BRIEF
sur la mise en oeuvre des ODD en France



01/2018 ÉTUDE
sur l'appropriation des ODD par les ONG

01/2018 POLICY BRIEF
sur les ODD en Europe

24/01/2017

Paris (France)

LES ODD, UN ENJEU POUR LA FRANCE ?

Session du séminaire développement durable et économie de l'environnement, avec Damien Demailly et Julie Vaillé.

23/03/2017

Rome (Italie)

EUROPE AMBITION 2030

Teresa Ribera intervient à l'occasion des 60 ans du Traité de Rome.

19/09/2017

Paris (France)

ATELIER ODD/ONG

Atelier sur le rôle des ONG dans l'appropriation des ODD.

attendu en 2018, papier pour lequel l'Iddri a d'ores et déjà commencé à développer et diffuser ses idées.

2017 a donc été une année de bascule pour les ODD.

L'Iddri continuera à développer de nouvelles analyses et recommandations pour utiliser concrètement les ODD. En particulier, il explorera les expérimentations de nombreux États dans le monde visant à les inclure dans leurs budgets, afin d'assurer un retour d'expérience entre pays et de nourrir l'action des acteurs – notamment en France – qui veulent profiter des ODD pour donner un second souffle à l'utilisation des nouveaux indicateurs de richesse dans les processus budgétaires.

L'ÉVALUATION DE TENDANCES

Extrait du *Policy brief* La France passera-t-elle le test des ODD ?



PUBLICATIONS

- 01/2018. Demailly, D., Hege, E. Les ODD : une base légitime pour les grands débats européens du moment ? Iddri, *Policy brief* n°1.
- 01/2018. Hege, E., Demailly, D. La mobilisation des ONG en faveur des ODD. Iddri, *Étude* n°1.
- 10/2017. Demailly, D. ODD : une feuille de route pour la France. Iddri, *Policy brief* n°11.
- 03/2017. Hege, E., Vaillé, J., Demailly, D., Brimont, L. La France passera-t-elle le test des Objectifs du développement durable ? Une évaluation des nouveautés et des défis des ODD pour la France. Iddri, *Policy brief* n°5.
- 02/2017. Brimont, L. Les ODD, un agenda d'avenir pour les entreprises ? Iddri, billet de blog.

L'Iddri contribue à l'ouverture des négociations internationales sur la haute mer



Julien Rochette (Iddri) lors d'un *side event* sur la gouvernance régionale des océans aux Nations unies.

Réalisations clés

Fin 2017, après plusieurs années de débats scientifiques, de controverses juridiques et de tractations politiques, l'Assemblée générale des Nations unies a ouvert un nouveau chantier pour répondre à la multiplication des menaces affectant les zones marines situées au-delà de la juridiction nationale (ZAJN) – communément appelées « haute mer ». En 2018 s'ouvriront ainsi des négociations pour l'élaboration d'un instrument juridique contraignant visant à conserver et gérer durablement la biodiversité marine dans ces zones qui couvrent près de la moitié de la planète et abritent une biodiversité exceptionnelle, aujourd'hui menacée par la multiplication d'activités insuffisamment régulées.

Il y a près de dix ans, l'Iddri a ouvert un programme Océan pour contribuer à une meilleure gouvernance de la haute mer, au niveau international mais aussi régional, en tenant compte des acteurs et dynamiques économiques (ex : pêche, exploitation pétrolière et gazière offshore), et à l'articulation de ces enjeux avec d'autres enjeux globaux (Accord de Paris sur le climat, Objectifs de développement durable).

Concernant l'ouverture de négociations sur la haute mer, l'Iddri a apporté aux différents acteurs des négociations préalables des analyses sur les lacunes du cadre actuel, des perspectives sur l'évolution du système de gouvernance de ces espaces, et des propositions permettant de trouver un accord entre Parties. L'Iddri a produit de nombreux décryptages sur les différents volets de l'accord et exploré les arrangements institutionnels nécessaires, notamment dans l'optique d'une meilleure articulation entre les échelles globale et régionale. En proposant aux délégations nationales de nouvelles clés de lecture, en fédérant la communauté française intéressée par ces questions à travers l'animation du Groupe national informel « haute mer », l'Iddri a ainsi participé, au côté d'autres acteurs de la société civile, à la constitution d'un mouvement de fond ayant abouti à l'ouverture officielle des négociations.

L'Iddri continuera bien sûr à s'investir sur cet agenda en nourrissant les négociations sur le futur accord. L'objectif sera notamment de mettre en lumière des options ambitieuses quant au contenu de l'accord,



24/01/2017

Antananarivo (Madagascar)

GOUVERNANCE DE L'OCÉAN À MADAGASCAR ET DANS L'OCÉAN INDIEN OCCIDENTAL

Conférence organisée par le secrétariat d'État chargé de la Mer de Madagascar et le World Wildlife Fund, en collaboration avec l'Iddri et l'IASS (Institute for Advanced Sustainability Studies).

06/06/2017

New York (États-Unis)

MISE EN ŒUVRE DE L'ODD OCÉAN

Conférence des Nations unies sur la mise en œuvre de l'ODD Océan : *side events* « Les Océans dans l'Agenda 2030 : le rôle de la gouvernance régionale » et « Vers une stratégie régionale pour lutter contre la pollution des activités pétrolières et gazières en mer en Afrique de l'Ouest » avec Julien Rochette et Glen Wright.

13/12/2017

Postdam (Allemagne)

L'OCÉAN EN 2030 – COMMENT RÉALISER L'AVENIR QUE NOUS VOULONS ?

4^e atelier sur la gouvernance des océans animé par l'IASS et organisé en coopération avec l'Iddri, le PNUE, TMG – *Think Tank for Sustainability*, le Cluster of Excellence « The Future Ocean » et GEOMAR.

02/2018

Berlin (Allemagne)

FORUM DU PROG

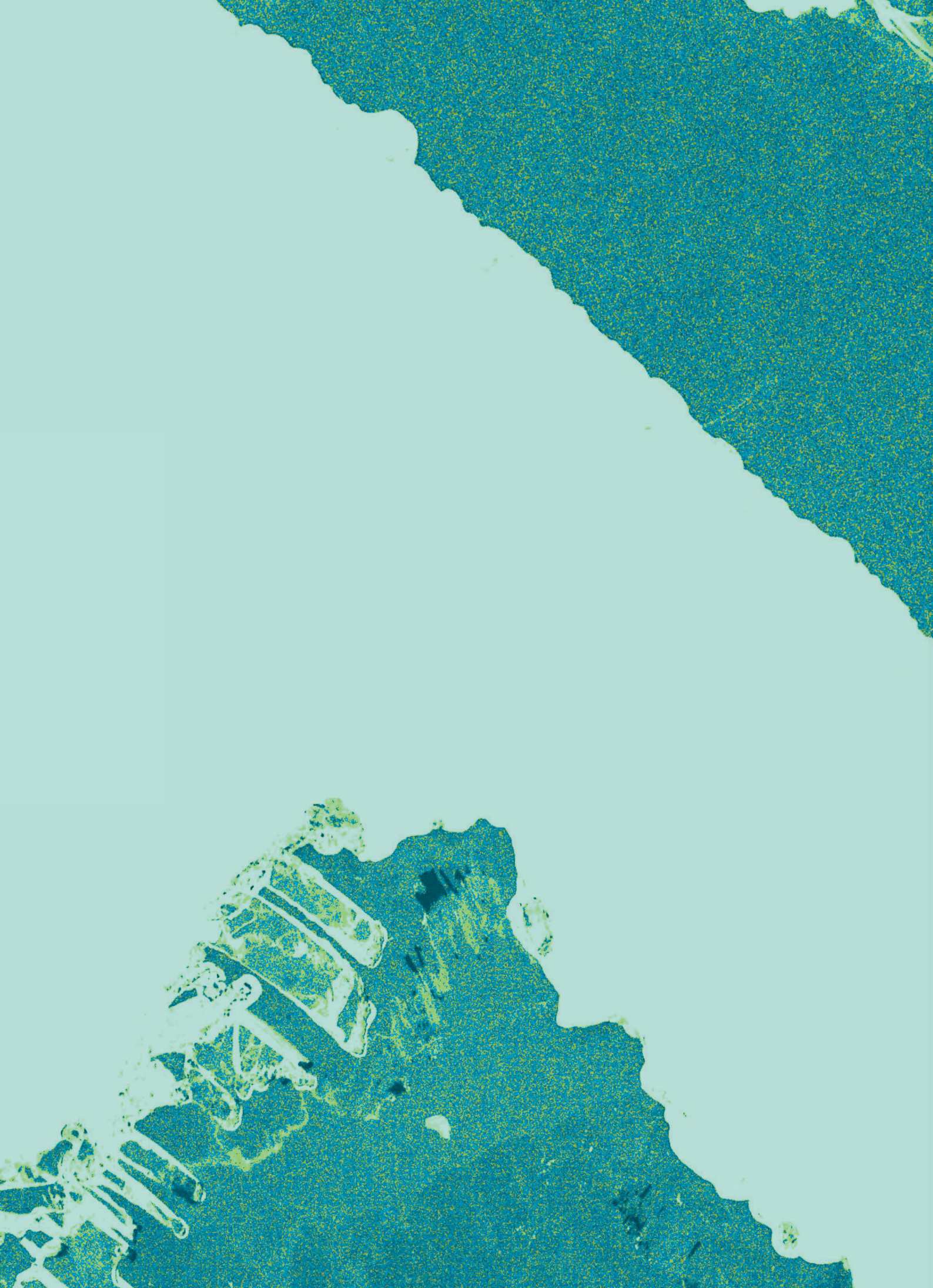
Réunion de lancement du forum du Partenariat pour la gouvernance régionale des océans (PROG), en présence des partenaires et des financeurs du PROG.

en particulier ses volets relatifs aux aires marines protégées et à l'articulation avec les organisations et instruments existants. En partenariat avec d'autres *think tanks* et centres de recherche, plusieurs événements seront organisés (à New York et à Paris) pour explorer les voies nécessaires à l'élaboration de l'accord. De plus, dans le cadre du projet **STRONG High Seas**, « Renforcer la gouvernance régionale de la haute mer », l'Iddri apportera un éclairage particulier sur les liens à tisser entre le futur accord et les organisations régionales ayant un mandat sur le milieu marin.



PUBLICATIONS

- **12/2017.** Rochette, J., Wright, G. Gouvernance de la haute mer : tout comprendre des prochaines négociations en 10 points. Iddri, billet de blog.
- **05/2017.** Visbeck, M., Andreas Kraemer, R., Unger, S., Lubchenco, J., Müller, A., Rochette, J., Schmidt, S., Thiele, T. The Ocean Dimension of the 2030 Agenda: Conservation and Sustainable Use of the Ocean, Seas, and Marine Resources for Sustainable Development. G20 insights.
- **02/2018.** Wright, G., Rochette, J., Levin, L. A., Gjerde, K. Protected the neglected half of our blue planet. in *Nature*.



Programmes et initiatives

L'Iddri est un *think tank* indépendant, fondé en 2001, qui facilite la transition vers le développement durable. Pour cela, l'institut identifie les conditions et propose des outils pour placer le développement durable au cœur des relations internationales et des politiques publiques et privées. Il intervient à différentes échelles, de celle de la coopération internationale à celle des gouvernements nationaux, locaux et des entreprises, chacune informant l'autre.

À la fois institut de recherche et plateforme de dialogue, l'Iddri crée les conditions d'un diagnostic et d'une expertise partagés entre parties prenantes. Il les met en relation de manière transparente et collaborative, sur la base de travaux de recherche interdisciplinaire de premier plan.

L'Iddri met ensuite ses analyses et propositions à la disposition de tous.

Quatre enjeux sont au cœur de l'activité de l'institut : le climat, la biodiversité et les écosystèmes, l'océan et la gouvernance du développement durable. Les principaux axes de travail de ces programmes en 2017 sont présentés ci-après.

PROGRAMMES ET INITIATIVES



Sébastien Treyer
directeur des programmes de l'Iddri

2017 : cap sur les grands rendez-vous de la coopération internationale pour le développement durable d'ici à 2020

Les capacités de veille, de recherche et de prospective des quatre programmes permanents de l'Iddri ont permis en 2017 de se donner des caps clairs sur les échéances de moyen terme et d'anticiper les grands enjeux de l'agenda international de la coopération pour le développement durable. Ceci s'est articulé autour de trois axes de travail principaux :

- l'implication dans des communautés scientifiques internationales de haut niveau pour faire avancer le front des connaissances en matière de constats et de solutions ;
- l'analyse sectorielle des transformations socio-économiques nécessaires pour mettre en œuvre la transition vers le développement durable ;
- le renforcement de la coopération internationale pour faciliter cette transition.

Au niveau scientifique, plusieurs chercheurs de l'Iddri sont impliqués dans des processus majeurs : contribution en tant que coordinateur ou auteurs

principaux aux rapports spéciaux du Giec¹ à paraître en 2018 (sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C) et 2019 (sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique) ; intervention au sein de l'IPBES² ; participation au projet « Solutions fondées sur l'Océan », coordonné par l'Association monégasque sur l'acidification des océans (AMAO) et visant à définir l'espace des solutions fondées sur l'océan pour répondre au défi du changement climatique.

Concernant l'analyse des transformations socio-économiques, les travaux menés par l'Iddri sur des secteurs économiques clés (transports, industrie du charbon, exploitation pétrolière et gazière offshore, par exemple)

1 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

2 Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

montrent que des sentiers de transformation existent, et que leur conversion en ambition collective et en régulations effectives nécessite des débats engageant tous les types d'acteurs.

Enfin, à l'échelle internationale de la gouvernance du développement durable, l'Iddri identifie les conditions d'une coopération efficace de la communauté internationale. En matière de biodiversité, des propositions innovantes, explorant des pistes au-delà de la seule reformulation des objectifs d'Aichi pour l'après-2020, sont indispensables pour faire face au constat d'échec sur la majorité de ces objectifs. Concernant l'océan, les négociations – historiques – sur la gouvernance de la haute mer devront définir les contours d'un instrument juridiquement contraignant pour une zone aujourd'hui encore dépourvue de toute réglementation. Sur le climat, dans le sillage du dialogue de Talanoa, les États devront renforcer l'ambition de leurs engagements, par des objectifs à la fois plus élevés et plus crédibles, c'est-à-dire réellement ancrés dans la transformation socio-économique des pays.

4

programmes

7

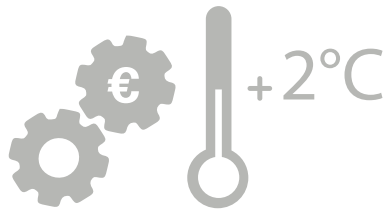
initiatives

25

chercheurs

Climat

pour des sociétés résilientes
et bas-carbone



Si l'Accord de Paris a formellement tenu bon à la suite de l'annonce du retrait des États-Unis, l'élan de 2015 ne s'est pas encore transformé en actions de mise en œuvre concrètes. Or, rester simplement « dans » l'Accord ne peut suffire à satisfaire les ambitions que ce texte a consacrées. Le premier test de l'architecture de l'Accord de Paris sera ainsi sa capacité à relever l'ambition internationale d'ici à 2020, et l'Europe aura un rôle important à jouer dans ce processus. Le programme climat de l'Iddri a pour objectif d'appuyer le relèvement de cette ambition.

L'Iddri organise ses activités autour de deux axes complémentaires :

Anticiper la nature des transformations nécessaires pour atteindre la neutralité climatique en une trentaine d'années

Des travaux ont été entamés sur la définition de la neutralité climatique et la comparaison de ses premières acceptions pour différents pays et acteurs non-étatiques. Au-delà du déploiement nécessaire des technologies bas-carbone, ceci a démontré l'importance d'identifier et de mettre en œuvre les conditions socio-économiques de cette transition.

Pour identifier ces leviers déterminants, l'Iddri s'est concentré plus particulièrement en 2017 sur les secteurs de l'électricité, du transport et de l'industrie et de l'agriculture.

L'Iddri explore également les déterminants d'une « transition juste », notamment à travers la définition de scénarios de sortie du charbon dans six pays exportateurs (voir réalisation clé « Sortie du charbon et transition juste ») et la création d'une approche de décarbonation à long terme du transport (voir p.14 - 15). La transition de ces secteurs pose les questions des effets sur l'emploi, la formation et l'accompagnement des territoires pour le premier, et du besoin d'une mobilité abordable et accessible à tous pour le second.

Identifier et promouvoir des cadres de gouvernance qui garantissent l'efficacité de la mise en œuvre et de la coopération

À l'échelle multilatérale, l'Iddri cherche à renforcer la prise en compte des questions d'adaptation pour amorcer la prise en compte des risques transnationaux liés aux effets du changement climatique.

À l'échelle européenne, l'Iddri formule des propositions sur la gouvernance de l'énergie et du climat, et soutient le processus politique en produisant des études technico-économiques pertinentes et en animant des forums d'experts

Au niveau domestique, l'Iddri évalue la gouvernance de l'action climatique en France, en regard du plan Climat, de la révision de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) et de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

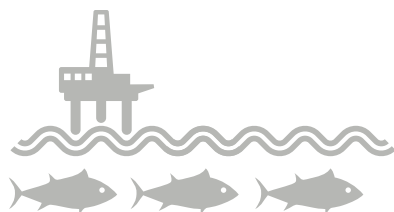


 **Directrice : Lola Vallejo**
lola.vallejo@iddri.org

Programme

Océan

pour une gestion durable et équitable
des ressources marines



L'Océan est désormais en haute priorité au sein d'agendas internationaux qui dépassent les communautés spécialisées (Objectifs de développement durable, arène Climat, G7 et G20 notamment). Le timing est donc idéal pour renforcer les efforts visant à préserver le milieu marin des menaces liées au développement des activités humaines et corriger les inégalités nées de la compétition dans l'accès aux ressources.

Pour ce faire, l'Iddri intervient à trois niveaux complémentaires :

○ ***Celui de la coopération internationale***, tant au sein des instances traditionnellement consacrées à l'Océan (assemblée générale des Nations unies, organisations internationales et régionales) que dans le cadre des forums généraux dédiés au développement durable. Au-delà du dossier « haute mer » (voir réalisation clé « Négociations internationales sur la haute mer » p. 20-21), l'Iddri s'est en 2017 fortement impliqué dans les enjeux de mise en œuvre de l'ODD Océan. L'Iddri a ainsi accompagné les acteurs de l'océan Indien dans l'élaboration d'une feuille de route régionale pour la mise en œuvre de l'ODD Océan et contribué à la conférence des Nations unies sur l'ODD 14 qui s'est tenue en juin 2017.

○ ***Celui de la gestion des filières économiques*** :

après un projet sur la durabilité de la filière thonnière, l'Iddri coordonne depuis 2017 un projet financé par la Fondation MAVA visant à fédérer les acteurs d'Afrique de l'Ouest pour s'assurer que les activités pétrolières et gazières offshore ne soient pas développées au détriment de l'environnement marin et des sociétés littorales. Ce projet, opérationnel, est complété par une réflexion plus générale sur les évolutions nécessaires des activités *offshore* face aux enjeux environnementaux, climatiques notamment.

○ ***Celui de l'interface science-politique***, qui a une influence majeure en amont et en aval des deux niveaux précédents : dans un domaine comme l'Océan dans lequel le développement de la connaissance reconfigure rapidement la compréhension que nous avons des objets environnementaux eux-mêmes, mais aussi des problèmes et des solutions qui peuvent leur être apportées, il apparaît de plus en plus nécessaire de rapprocher les communautés scientifiques et politiques pour s'assurer que la formulation des débats et les décisions adoptées intègrent de manière pertinente les informations scientifiques. À cet égard, l'Iddri bénéficie des réseaux dans lesquels il est inséré pour contribuer aux grands rapports d'évaluation scientifique comme celui du Giec sur l'océan et la cryosphère.



○ Directeur : Julien Rochette
julien.rochette@iddri.org

Biodiversité et écosystèmes

pour une compréhension des leviers permettant de préserver le patrimoine naturel



Si les alertes concernant la disparition d'espèces et la déforestation sont anciennes et presque devenues banales, les signaux témoignant de l'effondrement récent de la biodiversité dite « ordinaire » d'Europe (insectes et oiseaux des champs, par exemple) ont marqué les esprits, et coïncident avec des volontés affichées d'accorder à la biodiversité une attention politique à la hauteur des autres grands enjeux du développement durable. L'Iddri propose d'apporter sa contribution à l'amplification et à la concrétisation d'une telle attention.

Il intervient pour ce faire sur quatre champs d'action complémentaires.

La déforestation associée à la production de denrées agricoles, comme le cacao, l'huile de palme, le soja, etc. L'Iddri a apporté un soutien aux négociations visant à renforcer le contenu en biodiversité de la principale certification pour l'huile de palme. Plus largement, 2017 a vu la mise en chantier de la stratégie nationale d'élimination de la déforestation importée, en application de l'axe 15 du plan climat, chantier auquel l'Iddri a contribué avec ses propositions concernant les critères d'approvisionnement durable, les axes de recherche et de coopération avec les pays producteurs (voir réalisation clé « Déforestation importée » p. 10-11).

La perte de terres vivantes du fait de la progression de l'urbanisation (ou « artificialisation »). Après une analyse du phénomène pour l'Île-de-France, l'Iddri a apporté des matériaux à l'expertise collective réalisée par l'Inra sur ces questions, et a démarré une recherche portant sur les logiques économiques qui sous-tendent et qui expliquent une partie du « gaspillage d'espace » péri-urbain, et qui se déroulera sur trois ans.

La contribution de la biodiversité à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique. Devant l'importance accordée à cette association entre les deux grands agendas du développement durable, et devant les espoirs que fait naître la perspective d'une forme de « double dividende climat-biodiversité », l'Iddri a lancé une opération, en collaboration avec l'UICN Méditerranée, d'appui à la conception de projets de restauration écologique conçus pour contribuer à l'adaptation et à l'atténuation du Maroc et de la Tunisie.

Le renforcement de la gouvernance internationale de la biodiversité. L'Iddri a apporté son analyse des interfaces science-politique à la délégation française présente à la cinquième conférence plénière de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). L'institut a contribué à mettre en discussion les résultats de ces travaux au sein de la communauté d'action française et internationale. De même, dans la perspective de l'échéance de la fin du plan d'action décennal pour la biodiversité de la convention sur la diversité biologique, structuré par les 20 « objectifs d'Aichi » à atteindre pour 2020, l'Iddri a lancé des travaux d'exploration sur la manière de se préparer à cette échéance et de penser la nature de l'accord que les pays signataires de la convention peuvent chercher à obtenir à la 15e conférence des parties qui aura lieu en 2020 à Pékin (Chine).



 Directeur : Yann Laurans
yann.laurans@iddri.org

Gouvernance du développement durable

pour des arrangements innovants
alliant efficacité et inclusivité



Le programme Gouvernance porte sur l'agenda officiel du développement durable – Agenda 2030, Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement –, mais aussi sur les modes de gouvernance émergents en dehors du cadre des institutions internationales onusiennes. Dans les deux cas, le programme vise à informer les décideurs français et européens sur les grands enjeux des rendez-vous du développement durable et sur les opportunités d'initiative et d'action.


Quelle vision et « signature » européennes de la mondialisation ? Le programme Gouvernance a contribué à clarifier les termes de la controverse accompagnant la signature d'accords commerciaux bilatéraux par l'Europe en organisant à Sciences Po un débat contradictoire autour de Paul Magnette (ministre-président de la Wallonie ayant mis en 2016 son veto sur la ratification d'un accord économique et commercial global [le CETA] avec le Canada) et en participant aux consultations sur le CETA. Ces travaux se prolongent en 2018 par la formulation de propositions pour une intégration plus effective du développement durable et des questions climatiques dans les accords commerciaux régionaux négociés par l'UE.

Quelles opportunités d'action les ODD offrent-ils sur les scènes politiques nationales ? L'Iddri effectue une veille sur les effets potentiels du processus de « rattachement » des pays sur leurs politiques visant à atteindre les Objectifs de développement durable au sein du Forum politique de haut niveau des Nations unies, et identifie les bonnes pratiques émergentes. L'Iddri a également produit, dans le cadre du G20 sous présidence allemande, des analyses et recommandations pour l'usage de la cible ODD 10.1 pour la réduction des inégalités. L'effet de structuration et de mobilisation de la société civile a également été analysé.

Arrangements innovants en matière de gouvernance de l'assainissement. L'Iddri met sa capacité à développer des projets de recherche partenariaux au service de l'exploration des arrangements innovants en matière de gouvernance des enjeux d'assainissement à l'échelle urbaine. Ceux-ci sont l'une des grandes nouveautés des ODD par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le développement qui les ont précédés. L'Iddri lance un projet de recherche visant à développer, à partir d'études de cas, un cadre d'analyse et une liste d'options possibles pour mettre en œuvre une véritable politique urbaine durable de l'assainissement.

Le renforcement des enjeux de sécurité. Le développement socio-économique et une gestion durable de l'environnement sont des préalables à la paix. Ceci implique de renouveler les politiques de coopération, en intégrant davantage les enjeux combinés de développement, de durabilité sociale et environnementale et de sécurité, tant dans la conception des projets, l'allocation des financements que dans la gouvernance des interventions. L'Iddri est intervenu à plusieurs reprises pour alimenter ce débat, en France et en Europe (voir réalisation clé « Politiques de coopération » p.12-13).



 **Directeur : Tancrede Voiturier**
tancrede.voiturier@iddri.org

Initiatives

Pour répondre aux enjeux des quatre programmes permanents (Climat, Océan, Biodiversité, Gouvernance), les initiatives de l'Iddri visent à intervenir sur une sélection de leviers clés, qui constituent les priorités de l'institut en termes d'impact.

L'Iddri mène actuellement sept initiatives, présentées ci-après :

- Renouveler les politiques européennes alimentaires, agricoles et rurales
 - Préserver l'environnement local dépendant des échanges mondiaux
 - Lier transitions numérique et écologique
 - Mettre en œuvre les ODD en Europe
 - Renforcer la gouvernance des océans
 - Renouveler la politique de développement et de coopération de la France et de l'UE
 - Relever l'ambition climatique en développant des stratégies de long terme
-



Renouveler les politiques européennes alimentaires, agricoles et rurales

En amont de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) post-2020, l'Iddri s'attache à montrer que d'autres stratégies agricoles et alimentaires sont possibles, et à mettre en débat ces stratégies et les politiques qui les sous-tendent.

Les activités s'articulent autour de :

- l'identification des stratégies des producteurs primaires européens dans leur diversité ;
- la réalisation de scénarios de transformation à long terme du secteur agricole et alimentaire ;
- la mise en discussion de ces scénarios au sein de plateformes nationales et européennes.



Préserver l'environnement local dépendant des échanges mondiaux

La protection de notre patrimoine naturel doit se penser à l'aune de la mondialisation. Par exemple, l'huile de palme produite en Malaisie, responsable de 80 % de la déforestation dans ce pays, est exportée à 85 % et représente une source importante de devises et d'emploi pour le pays. L'Iddri cherche à aider les autorités locales et les bailleurs à concilier développement et biodiversité, ainsi qu'à identifier de nouvelles modalités de régulation.

L'initiative s'appuie sur :

- l'étude des chaînes de valeurs mondiales de commodités agroalimentaires et des filières locales de production (huile de palme, thon, cacao) ;
- la mise en discussion des options de régulation par l'ensemble des acteurs de la filière.



Lier transitions numérique et écologique

Alors que la digitalisation ouvre à la fois des opportunités et des risques pour le développement durable, l'Iddri vise à aider les pouvoirs publics, en particulier les villes, à développer des politiques pour mettre le numérique au service du développement durable.

L'Iddri conduit des études de cas afin d'en tirer des recommandations pour les pouvoirs publics, gouvernement national et collectivités locales :

- économie collaborative ;
- financement participatif ;
- crowdsourcing urbain ;
- nouveaux services de mobilité ;
- gouvernance de la ville numérique.



Mettre en œuvre les ODD en Europe

Les Objectifs de développement durable (ODD) ne sont pas seulement des objectifs, mais aussi des leviers d'action dont tous les acteurs, étatiques ou non, peuvent se saisir. L'objectif de l'Iddri est de renforcer leur appropriation en France et en Europe.

Pour cela, l'Iddri :

- analyse les opportunités offertes par les ODD, la manière dont les pionniers s'en saisissent et élabore des recommandations pour faire des ODD un levier de changement ;
- construit et partage ses analyses et ses recommandations avec un ensemble d'acteurs européens, étatiques ou non étatiques, et facilite les échanges d'expérience entre eux.



Renforcer la gouvernance des océans

Pour faire face aux menaces qui pèsent sur l'océan, de nouvelles formes de gouvernance sont nécessaires, au-delà de l'action individuelle des États. En collaboration avec l'IASS et le PNUE, l'Iddri a créé le Partenariat pour la gouvernance régionale des océans (PROG) pour soutenir les initiatives régionales pour la protection de la haute mer et la mise en œuvre de l'ODD Océan.

Le PROG vise à :

- mobiliser certaines régions marines dans la mise en œuvre de ces deux agendas ;
- faciliter les échanges et transferts d'expériences entre les différentes régions marines ;
- mieux connecter les discussions globales et les initiatives régionales.



Renouveler la politique de développement et de coopération de la France et de l'UE

L'adoption des ODD, le poids croissant des enjeux de sécurité et le rôle toujours plus important des pays émergents et des bailleurs privés obligent la politique française et européenne de développement et de coopération avec les pays du « Sud » à évoluer. L'Iddri a pour objectif d'aider à redéfinir la « signature » de cette politique, c'est-à-dire sa justification, ses priorités et ses outils de mise en œuvre.

L'Iddri intervient en ce sens au niveau français et européen, au sein du European Think Tanks Group (ETTG).

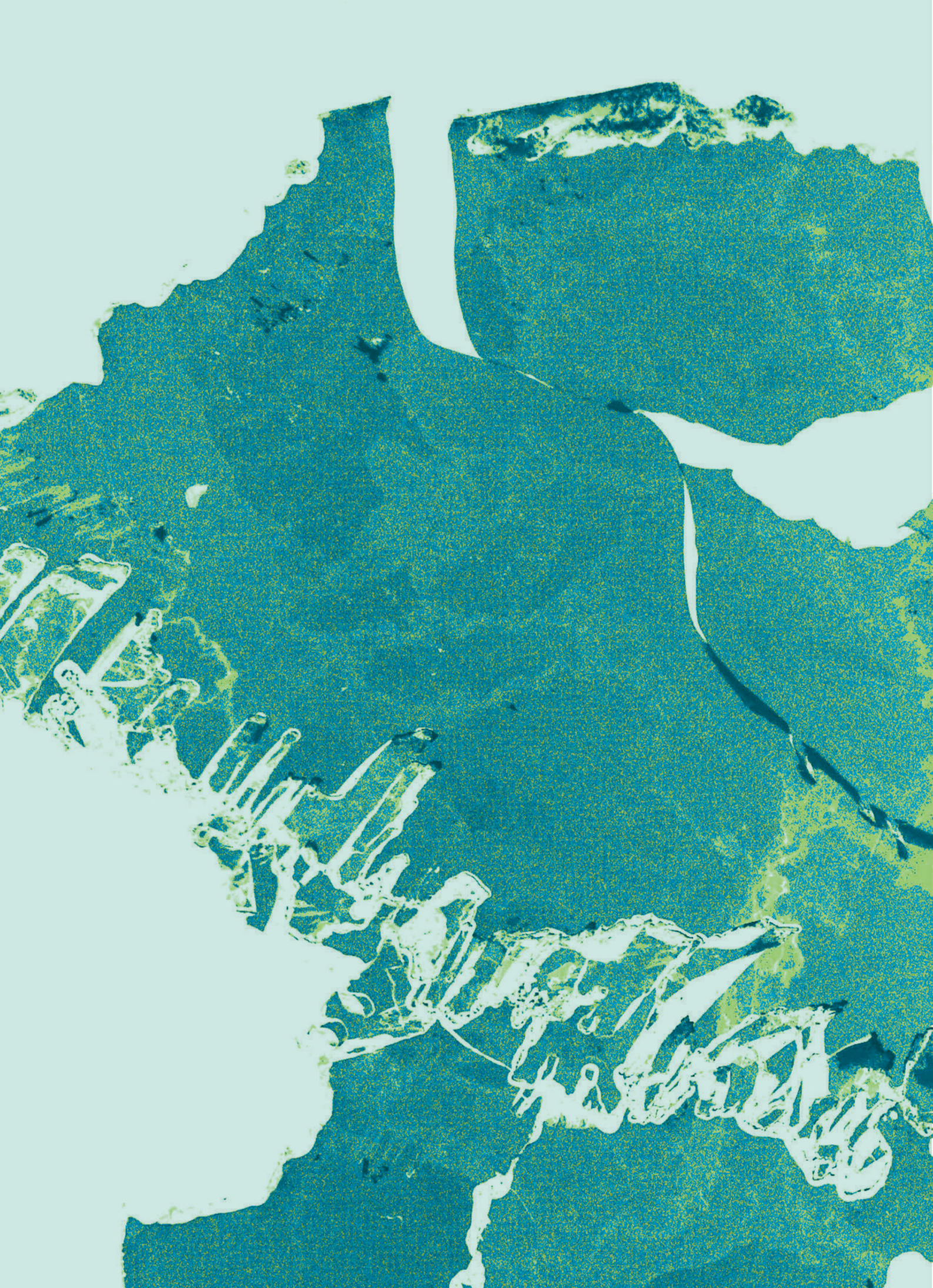


Relever l'ambition climatique en développant des stratégies de long terme

Construisant sur les réseaux et approches développées dans le Deep Decarbonisation Pathways Project (DDPP), cette initiative vise à soutenir la construction et la mise en œuvre de stratégies de développement bas-carbone à horizon 2050 et d'actions de lutte contre le changement climatique cohérentes à court terme, conformément à l'Accord de Paris.

Pour cela, elle poursuit les objectifs suivants :

- renforcer les capacités nationales en coordonnant les travaux d'institutions basées en Europe, Amérique Latine et certains grands pays émergents ;
- améliorer la compréhension des déterminants de la décarbonation par secteur (transport, industrie, agriculture) ;
- faciliter la traduction des stratégies de long terme en politique cohérentes à court terme, notamment pour la révision des contributions prévues déterminées au niveau national d'ici à 2020.



L'IDDRI

Organisation - Partenaires - Budget

Cette section présente les organes de gouvernance de l'Iddri, qui arrêtent par des processus de décisions collectifs la programmation de l'Iddri.

Les capacités de recherche et d'intervention de l'Iddri reposent sur une équipe pluridisciplinaire de 37 personnes, ainsi que sur de nombreux partenaires scientifiques et financiers, présentés ci-après.

Organes de gouvernance

Le Conseil d'administration de l'Iddri, organe de décision, est appuyé par un Conseil scientifique pluridisciplinaire, qui assure une veille des questions scientifiques émergentes et aide à identifier les nouveaux axes de recherche, et par un Conseil d'orientation qui réunit des représentants des différentes parties prenantes de la société civile pour veiller à la pertinence de la programmation et des modalités d'intervention de l'institut. L'Iddri est une fondation reconnue d'utilité publique. Son Conseil d'administration délibère sous la surveillance d'un Commissaire du gouvernement désigné par le ministère de l'Intérieur qui veille au respect de ce statut. Le Conseil d'administration et le Conseil d'orientation ont fait l'objet de renouvellements partiels en 2017 et 2018 :

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président : Jean Jouzel
 Vice-Présidente : Claude Nahon
 Trésorière : Anne Chassagnette
 Secrétaire : Michel Eddi

Collège des fondateurs

- BNP Paribas, représenté par Laurence Pessez
- EDF, représenté par Claude Nahon
- Engie, représenté par Anne Chassagnette
- EpE, représenté par Claire Tutenuit
- Veolia, représenté par Pierre Victoria

Collège des membres de droit

- Ademe, représenté par François Moisan
- AFD, représenté par Mihoub Mezouaghi
- Cirad, représenté par Michel Eddi
- CNRS, représenté par Stéphanie Thiebault
- INRA, représenté par Jean-François Soussana

Collège des personnalités qualifiées

- Jean-François Collin, conseiller maître à la Cour des comptes
- Jean Jouzel, directeur de recherche émérite au CEA
- Christine Musselin, Sciences Po
- Laurence Tubiana, European Climate Foundation

CONSEIL SCIENTIFIQUE



Président : Claude Henry

- Scott Barrett, université Columbia, États-Unis
- Sandra Bessudo, Fondation Malpelo, Colombie
- Ian Goldin, université d'Oxford, Royaume-Uni
- Claude Henry, Sciences Po, France / université de Columbia, États-Unis
- Paul Leadley, université Paris-Sud, France
- Mariana Mazzucato, université du Sussex, Royaume-Uni
- Laurent Mermet, AgroParisTech, France
- Mireille Razafindrakoto, IRD, France
- Johan Rockström, Stockholm Resilience Center, Suède
- Heike Schröder, université de East Anglia, Royaume-Uni
- Lord Nicholas Stern, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, I.G Patel Professor of economics & government, LSE, Royaume-Uni
- Sybille Van Den Hove, université autonome de Barcelone, Espagne
- Elke Weber, université Columbia, États-Unis
- Zhongxiang Zhang, université Fudan, Chine

CONSEIL D'ORIENTATION



Présidente : Julia Marton-Lefèvre

Administration

- Martin Bortzmeyer, ministère de la Transition écologique et solidaire
- Audrey Coreau, Agence française de la Biodiversité
- Chantal Jouanno, Commission nationale du débat public
- Hubert de Milly, AFD

Instituts de recherche et universités

- Céline Charveriat, Institute for European Environmental Policies
- Pierre Ducret, I4CE
- Marion Guillou, Agreenium
- Franck Lecocq, Cired
- Adolf Kloke Lesch, German Development Institute
- Johan Kuylenstierna, Swedish Climate Policy Council
- Hervé Le Treut, IPSL
- Julia Marton-Lefèvre, experte indépendante
- Simon Maxwell, European Think Tanks Group
- Patrick Plane, Cerdi
- Maria José Sanz, Basque Center for Climate Change
- Shiv Someshwar, PSIA, université Columbia

Entreprises

- Bertrand Badré, Blue Orange Capital
- Carmen Becerril, Bloomberg New Energy Finance
- Thomas Becker, Photocat
- Bernard Carayon, Amundi
- Oliver Faust, Renault
- Jean-Christophe Laugée, Danone
- Luis Neves, Deutsche Telekom Group
- Emmanuel Normant, Saint Gobain
- Alice Steenland, Axa

Organisations non gouvernementales et syndicales

- Marie-Claire Cailletaud, CGT
- Pascal Canfin, WWF France
- Daniel Lebègue, ancien président du Conseil d'orientation de l'Iddri
- Denez L'Hostis, France Nature Environnement
- Béatrice Néré, Bill & Melinda Gates Foundation
- Pierre Perbos, Réseau Action Climat
- Alison Tate, International Trade Union Confederation

Collectivités territoriales

- Jérôme Bignon, sénateur de la Somme
- Célia Blauel, Mairie de Paris
- Sabine Buis, conseillère départementale de l'Ardèche

Équipe



Frédéric Amiel
Chercheur Biodiversité et
Chaînes globales de valeur



Carine Antunes
Chargée de communi-
cation événements et
réseaux sociaux



Pierre-Marie Aubert
Coordinateur de l'initiative
Agriculture européenne



Pierre Barthélemy
Responsable éditorial



Brigitte Bejean
Responsable des relations
media



Nicolas Berghmans
Chercheur Climat et
Énergie



Aurore Bertinetti
Assistante de gestion



Yann Briand
Chercheur Climat
et Transports



Laura Brimont
Chercheuse Villes
et Mobilité



Lucien Chabason
Directeur par interim



Michel Colombier
Directeur scientifique



Alice Colsaet
Doctorante Biodiversité
et Artificialisation



Laure Criqui
Chercheuse senior Villes et
Développement



Lisa Dacosta
Secrétaire générale



Laetitia Dupraz
Assistante de direction



Marion Gourdin
Chargée de communi-
cation web



Elisabeth Hege
Chercheuse Gouvernance
et Financement du
développement durable



Caroline Hoogendoorn
Chargée de projets euro-
péens et internationaux



Fiona Kinniburgh
Chercheuse Gouvernance
internationale de la
biodiversité



Yann Laurans
Directeur du pro-
gramme Biodiversité et
Écosystèmes



David Levaï
Coordinateur Gouvernance
internationale du climat



William Loveluck
Chercheur Politiques
agricoles et alimentaires



Alexandre Magnan
Chercheur senior
Vulnérabilité et Adaptation
au changement climatique



Félicien Pagnon
Doctorant Gouvernance
et Indicateurs de richesse



Aleksandar Rankovic
Chercheur Biodiversité et
Interactions science-société



Teresa Ribera
Ancienne Directrice



Julien Rochette
Directeur du programme
Océan



Oliver Sartor
Chercheur senior Climat
et Énergie



Mathieu Saujot
Coordinateur de l'initiative
Numérique et Écologie



Romain Schumm
Chercheur Océan et
Activités pétrolières et
gazières offshore



Marie-Hélène Schwoob
Chercheuse Politiques
agricoles et alimentaires



Léna Spinazzé
Directrice
du Développement et
de la Communication



Lucilia Tanchereau
Responsable administrative



Marta Torres Gunfaus
Chercheuse senior
Climat et Énergie



Sébastien Treyer
Directeur des programmes



Julie Vaillé
Chercheuse senior
Gouvernance et Financement
du développement



Lola Vallejo
Directrice du programme
Climat



Tancrede Voituriez
Directeur du programme
Gouvernance



Judith Voss-Stemping
Chercheuse Gouvernance
internationale du Climat



Henri Waisman
Coordinateur Deep
Decarbonization Pathways
Project



Xin Wang
Chercheur Politiques
chinoises / HDR



Glen Wright
Chercheur Gouvernance
internationale de l'océan



Chris Bataille
Chercheur associé



Raphaël Billé
Chercheur associé



Sue Binias
Chercheuse associée



Patrick Criqui
Chercheur associé



Jean-Pierre Gattuso
Chercheur associé



Xavier Poux
Chercheur associé



Andreas Rüdinger
Chercheur associé



Thomas Spencer
Chercheur associé

Les chercheurs de l'Iddri enseignent dans de nombreux Masters, notamment à l'École des affaires publiques et à l'École des affaires internationales de Sciences Po.

L'Iddri a accueilli six stagiaires en 2017-2018 :

Baptiste Gardin
Sciences Po
Erika Bosack
Institute for Field Education

Laetitia Jacquot
École supérieure de commerce de Rennes
Fiona Kinniburgh
Sciences Po

Rachele Miscioscia
Sciences Po
Ana Tabacaru
Sciences Po

Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise

Les capacités de recherche et d'intervention de l'Iddri reposent sur une équipe pluridisciplinaire et sur un large réseau de partenaires scientifiques, d'expertise et d'influence en France, en Europe et à l'international.

Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale



Associé depuis 2008 avec la **Ferdi** (Fondation pour les études et recherches sur le développement international) au sein de l'**IDGM** (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale), l'Iddri opère à la croisée des

meilleurs réseaux et expertises en matière d'économie du développement et de développement durable. Cette initiative, associant également le **Cerdi** (Centre d'études et recherches sur le développement international) depuis 2011, a reçu le label de Laboratoire d'excellence, confirmé en 2015 par une évaluation internationale ayant souligné que les trois institutions constituent un exemple de référence en France pour la capacité à s'appuyer sur une recherche scientifique d'excellence dans le but d'intervenir dans les débats politiques internationaux.

Partenariat stratégique avec Sciences Po

Une spécificité importante de l'Iddri provient de son ancrage avec

Sciences Po, dans le cadre d'un partenariat stratégique noué depuis 2007. L'Iddri et Sciences Po partagent la vision du lien entre sciences et politiques comme un véritable enjeu d'analyse et d'actions

concrètes. Les deux institutions s'attachent à faire contribuer la diversité des approches en sciences sociales dans leurs travaux de recherche et activités. Outre son implication en termes d'enseignement dans les cours sur les enjeux internationaux de développement durable, l'Iddri développe des collaborations de recherche avec les différents laboratoires de Sciences Po.

Réseaux de *think tanks* et de parties prenantes

L'Europe fait face à la fois à des responsabilités majeures pour la mise en œuvre des engagements internationaux de développement durable et à des échéances internes critiques. Les *think tanks* européens se sont rassemblés en alliances pour participer aux débats clés pour l'Europe et son rôle dans le monde, en intervenant conjointement auprès des institutions bruxelloises et dans les débats au sein des États membres.

L'Iddri est ainsi membre de l'alliance **European Think Tanks Group**, qui rassemble les principaux *think tanks* européens sur le développement (**ODI** à Londres, **DIE** à Bonn, **ECDPM** à Maastricht et Bruxelles, **IAI** à Rome, et **Iddri** à Paris), et intervient en partenariat avec plusieurs *think tanks* majeurs en matière d'environnement et de développement durable (**IEEP** à Bruxelles, **SEI** à Stockholm et Tallin, **IASS** à Potsdam, **Ecologic** à Berlin, **BC3** à Bilbao, **Climate Strategies** et **E3G** à Londres).

Dialogues bilatéraux

L'Iddri s'inscrit dans une perspective de dialogue sur les politiques de développement durable entre Europe et pays émergents.

Notamment, l'Iddri collabore en ce sens avec plusieurs *think tanks* chinois : **NCSC** sur les politiques et négociations climatiques, **CAEP** sur les politiques d'environnement, **PRCEE** sur les négociations en matière de biodiversité, **3E** sur l'énergie et l'environnement à Tsinghua, **CCIEE** sur la mondialisation et la Belt and Road Initiative, **CIMA** sur l'océan, l'**International Institute of Green Finance** et **SIC** sur les transformations macroéconomiques.

Réseaux multi-acteurs thématiques

L'Iddri développe des alliances avec d'autres parties prenantes du débat pour renforcer sa capacité d'intervention, de manière spécifique selon les sujets.

Par exemple, sur l'océan, en préparation du Forum sur la gouvernance régionale de l'Océan, et en amont de la négociation du nouveau cadre international post-2020 pour la biodiversité, l'Iddri travaille en alliance

avec l'**UICN**, la **FRB**, l'**AFB**, le réseau **Rethinking Biodiversity Governance**, le hub scientifique de **Cambridge** sur la biodiversité, **UN Environment**, **IASS**, la **COI** de l'UNESCO, et avec les conventions de mers régionales (**Abidjan**, **Nairobi**, **Pacifique Sud**).

Partenaires scientifiques

Soutenu par de grands instituts de recherche français depuis sa fondation (**CNRS**, **INRA**, **Cirad**), l'Iddri appartient à des réseaux internationaux de premier plan, comme le **Earth System Governance Network**.

De plus, l'Iddri construit de manière volontariste des réseaux « multi-domestiques », pour observer et analyser les transformations des sociétés dans la diversité des contextes nationaux, ainsi que pour permettre l'émergence et la consolidation de capacités d'intervention dans les débats politiques de ces différents pays. C'est le cas par exemple des réseaux constitués à travers les projets DDPP et ATP1 sur l'élaboration de stratégies de transformation à long terme (respectivement sur l'énergie et l'agriculture).



Partenaires financiers

Partenaires en financements non fléchés

Le modèle financier de l'Iddri repose de manière centrale sur le soutien en financements non fléchés (ou *core funding*) ou en nature de ses membres fondateurs et partenaires de long terme.

Les financements des entreprises fondatrices (EDF, Engie, Veolia), des centres de recherche (INRA) et des ministères (Enseignement supérieur et Recherche, Affaires étrangères, Environnement) ont été complétés en 2007 par l'apport en nature lié au partenariat stratégique avec Sciences Po et le Cirad, ainsi que par le programme IDGM soutenu par les produits financiers d'un prêt à long terme de l'AFD. Le renforcement de ce programme, IDGM+, a obtenu un financement Labex en 2011. Parallèlement, la plupart des entreprises fondatrices de l'Iddri ont continué à accompagner l'Iddri et ont été rejointes par de nouveaux partenaires (BNP Paribas, GRDF, Renault et Vinci).

Partenaires sur projets

Sur cette base, l'Iddri fait participer des partenaires très diversifiés au financement de ses projets. L'institut est ainsi reconnu et soutenu par de nombreux organismes publics français, par la Commission européenne, ainsi que par des organisations internationales et des fondations philanthropiques.



Partenaires financiers de l'Iddri en 2017

IDGM

Produits financiers issus d'un prêt de l'AFD.

IDGM + / Labex /

Investissements d'avenir

Dons d'entreprises

- BNP Paribas
- EDF
- Engie
- GRDF
- MAIF
- Renault
- Veolia
- Vinci

Organismes publics français

- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)
- Agence Française pour la Biodiversité (AFB)
- Agence Française de Développement (AFD)
- Agence nationale de la recherche (ANR)
- Caisse des dépôts et consignations (CDC)
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)
- Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)
- Institut national de la recherche agronomique (Inra)
- Institut pour la Ville Durable (IVD)
- Mairie de Paris
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Education (MESRI)
- Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)

Commission européenne

- DG CLIMA (MILES)
- DG Recherche (RIPPLES, CD-LINKS, SUFISA, VALUMICS)

Organismes internationaux

- Banque Interaméricaine de Développement (BID)
- Banque mondiale
- Chinese Academy for Environmental Planning (CAEP)
- Agence de coopération allemande (GIZ)
- Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)
- Ministère de l'Environnement allemand
- Ministère de l'Environnement norvégien
- Ministère de l'Environnement suédois
- Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- World Future Council

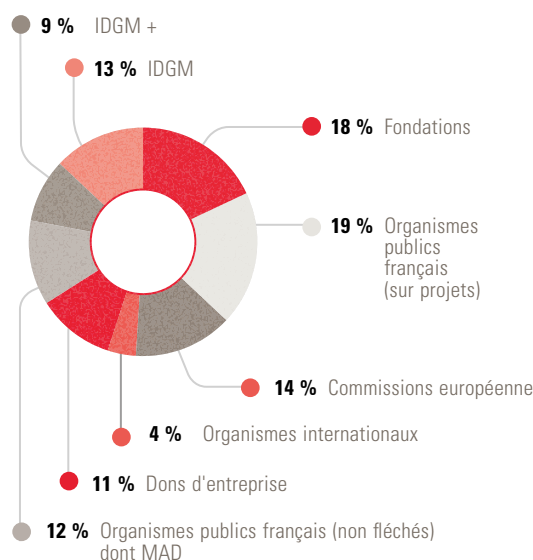
Fondations

- European Climate Foundation (ECF)
- Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG)
- Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH)
- Fondation d'entreprise Hermès
- Fondation d'entreprise Michelin
- Fondation KR
- Fondation MAVVA

Budget 2017

Le budget de la Fondation s'est établi à 4,7 millions d'euros en 2017, en intégrant les coûts des personnels mis à disposition (MAD), soit un budget en légère hausse (+5 %) par rapport à 2016.

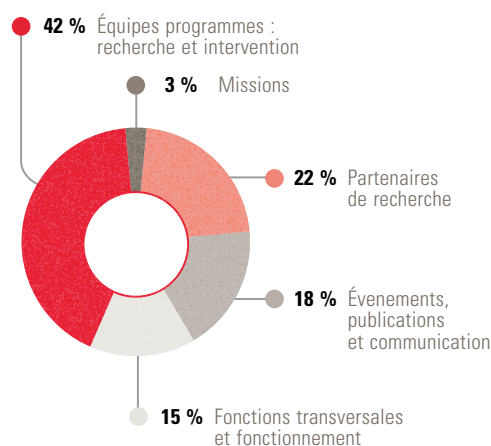
Financements



Les ressources de l'Iddri sont diversifiées (voir section « Partenaires financiers »). L'année 2017 a été marquée par l'obtention de plusieurs financements pluriannuels internationaux :

- un accroissement des soutiens financiers à l'Initiative Agriculture européenne, provenant de la Commission européenne (DG Recherche) et de la Fondation pour le Progrès de l'homme ;
- l'extension des travaux sur les trajectoires de long terme dans le cadre du projet DDPP aux pays d'Amérique latine grâce à un soutien de la Banque interaméricaine de développement ;
- financement du gouvernement allemand aux activités sur la gouvernance de la haute mer menées en partenariat avec l'IASS ;
- le lancement d'un projet sur les activités Offshore en Afrique soutenu par la Fondation MAVA et mené en lien avec plusieurs organismes et acteurs locaux.

Dépenses



Les dépenses de l'Iddri, comprenant les financements reversés aux partenaires (soit un budget total de 5,3 millions d'euros) sont réparties entre :

- les programmes de recherche réalisés par l'Iddri et ses partenaires scientifiques à travers le monde ;
- la communication et l'appui à la mise en œuvre des stratégies d'intervention (valorisation des publications, événements, relations media, web, réseaux sociaux, etc.) ;
- les fonctions transversales, les charges de structures et de fonctionnement.

Chiffres clés

50

*ateliers de parties
prenantes et/ou
de recherche*

26

*conférences
publiques*

70

*publications dans
les collections Iddri*

150

*interventions
externes de
chercheurs de l'Iddri*

30

*publications dans
des revues
à comité de lecture*

41

tribunes

20000

*citations, interviews et articles
dans des médias français
et internationaux*

280000

abonnés à la lettre d'information de l'Iddri

+35%

d'abonnés sur Twitter

L'Iddri a lancé son nouveau site Internet en avril 2018, plus accessible, pour une diffusion toujours plus large : venez le consulter - www.iddri.org

Crédits

Coordination : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Léna Spinazzé

Édition : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Léna Spinazzé

Traduction : Katell Guernic

Création graphique et mise en page : Ivan Pharabod

Imprimé sur du papier certifié FSC

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

p. 4,5,8,11 à 15,17 à 21, 36 à 39 : Iddri

p 10 : @FRInMalaysia (Twitter)

p 11 : Alliance française pour une huile de palme durable

p 21 : www.sustainabledevelopment.un.org

p. 41, 42 : Pixabay



IDDRI

Institut du développement durable et des relations internationales
27, rue Saint-Guillaume - 75337 Paris cedex 07 France

www.iddri.org